



Projet : « Assistance humanitaire inclusive aux survivants de la violence sexiste, aux personnes déplacées et aux personnes à risque dans le Nord et Sud-Kivu ».

APPEL D'OFFRE GFF0, N° 001/CBM-DKH/11/2024/NK

Intitulé de l'offre : **Consultant/cabinet chargé d'effectuer une enquête nutritionnelle SMART dans 4 ZS ciblées par le projet au Nord et Sud-Kivu.**

Secteur/volet : **Nutrition,**

Lieu d'activité/Mission : **ZS de Nyiragongo, Karisimbi, Goma au Nord-Kivu et ZS de Minova au Sud-Kivu, en République Démocratique du Congo.**

Partenaire Financier : **CBM et DKH**

Partenaire de Mise en œuvre : **ADED et RACON NK**

Date de publication : 09/11/ 2024

Date limite pour toute question liée à l'appel : 12/11/2024

Date limite de réception des offres : 23/11/ 2024

Début de la Mission : 02/12/ 2024

1. Contexte et justification

Dans l'est de la République démocratique du Congo, le nombre de personnes déplacées a fortement augmenté en raison de la détérioration de la situation sécuritaire dans la région, créant des besoins humanitaires de plus en plus importants pour les populations à risque. Plusieurs territoires restent sous tension en raison de la forte présence et des activités des groupes armés internes et étrangers, y compris des déplacements de population supplémentaires dans le Nord et le Sud-Kivu qui ont laissé de nombreuses personnes dans des situations de vulnérabilité accrue. En outre, le pays accueille actuellement plus de 500 000 réfugiés des pays voisins.

Ces situations ont contribué à l'émergence de problèmes majeurs de santé mentale, à l'augmentation de nombre des femmes et les filles exposées à la violence sexiste et à la persistance des inégalités liées au genre. Ce contexte de crise influe sensiblement sur l'accès à la nourriture. Sur les 519 zones de santé du pays, 276 sont en situation d'urgence nutritionnelle (53%). En 2023, 45% des décès d'enfants de moins de 5 ans sont liés directement ou indirectement à la malnutrition. En 2024, 8,4 millions de personnes auront besoin d'une assistance nutritionnelle. Plus de 802 000 enfants souffrent de malnutrition aiguë sévère ; 2,1 millions d'enfants souffrent

de malnutrition aiguë modérée et 1,1 million de femmes enceintes et allaitantes souffrent de malnutrition aiguë. Au moins 1 enfant sur 2 âgé de 6 à 59 mois souffre d'un retard de croissance et 1 enfant sur 15 souffre de malnutrition aiguë (RDC HNO 2024).

Du 04 au 7 juillet dernier, CBM et Diakonie Katastrophenhilfe (par l'intermédiaire de son partenaire RACOF NK) ont réalisé une analyse des besoins sur la vulnérabilité des personnes affectées par les mouvements de population au Nord et au Sud-Kivu. Cette analyse réalisée démontre que la vulnérabilité de personnes déplacées a augmenté dans les camps de déplacés à Nyiragongo où on a enregistré 26 859 nouveaux ménages avec des problèmes de sécurité alimentaire, de nutrition, d'éducation et de protection, notamment contre les violences sexuelles et sexistes.

C'est dans ce contexte que le consortium composé des organisations internationales Christian Blind Mission (CBM) et DIAKONIE KATASTROPHENHILFE (DKH), ainsi que des organisations nationales Appui au Développement de l'Enfant en Détresse (ADED), RACOF N/K et FRACARITA, a obtenu un financement du GFFO pour mettre en œuvre le projet « **Assistance humanitaire inclusive aux survivants de la violence sexiste, aux déplacés et aux personnes à risque dans le Nord et le Sud-Kivu** ». Ce projet se concentre sur les secteurs suivants : sécurité alimentaire et nutrition, protection contre les violences basées sur le genre (GBV), soutien psychosocial et inclusion. Il sera mis en œuvre dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, notamment dans les zones de santé de Nyiragongo, Karisimbi, Goma et Minova en faveur des populations déplacées et des familles d'accueil, les réfugiés et les rapatriés.

Dans le cadre de ce projet, le consortium prévoit réaliser deux enquêtes nutritionnelles SMART dans les 4 zones de santé (ZS Nyiragongo, Karisimbi, Goma au Nord-Kivu et la ZS de Minova au Sud-Kivu) au cours de la première et de la dernière moitié de la période d'intervention.

La conduite de ces enquêtes nutritionnelles SMART aidera à obtenir des données précises pour orienter les interventions en nutrition dans ces zones particulièrement affectées par l'insécurité alimentaire, les conflits, et des vulnérabilités sanitaires.

2. Objectifs de l'enquête

2.1. Objectif général

D'une manière générale, ces évaluations auront pour but de mesurer la situation nutritionnelle des enfants de 0 à 59 mois et des femmes en âge de procréer (15-49 ans), la mortalité rétrospective des enfants de moins de 5 ans et de la population en général, l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant (ANJE) et la couverture des services de base.

2.2. Objectifs Spécifiques ;

D'une manière spécifique, ces évaluations aideront à :

- Comprendre les problèmes et les tendances en matière de nutrition dans la zone du projet,
- Fournir des données actualisées sur la prévalence réelle de la malnutrition dans les 4 zones de santé (Nyiragongo, Karisimbi, Goma et Minova) au début du programme,

- **Faire une analyse de l'insécurité alimentaire et ses facteurs dans la zone du projet :** Identifier les niveaux de sécurité alimentaire des ménages et évaluer les facteurs favorisant la malnutrition (défis d'accès aux aliments, la diversité alimentaire et les habitudes de consommation),
- Faire une analyse comparative des résultats de l'enquête avec les politiques existantes, les programmes en cours en vue d'orienter l'approche du projet lors de son lancement et les recommandations lors de sa clôture.
- **Identifier les besoins en soins de santé et en nutrition :** Évaluer l'accès aux soins de santé, aux pratiques d'hygiène, ainsi que les besoins spécifiques des enfants et des femmes enceintes et allaitantes pour orienter les actions de nutrition et de santé.
- **Évaluer l'impact des conflits et des déplacements :** Analyser l'effet des conflits et des déplacements de population sur les taux de malnutrition et l'insécurité alimentaire, afin d'adapter les interventions humanitaires aux réalités des zones touchées par l'instabilité.
- **Fournir des données précises pour une planification efficace :** Recueillir des données statistiques actualisées pour permettre aux partenaires humanitaires, aux ONG et aux autorités locales de planifier des interventions nutritionnelles et alimentaires adaptées, basées sur des besoins réels.
- **Élaborer une base pour les interventions d'urgence :** Utiliser les résultats de l'enquête pour identifier les zones prioritaires et les populations les plus vulnérables, facilitant ainsi une réponse rapide et ciblée face aux besoins nutritionnels et sanitaires des enfants et des ménages.
- **Surveiller les tendances de la malnutrition :** Comparer les données de l'enquête avec celles des études précédentes pour comprendre les évolutions dans la prévalence de la malnutrition et des facteurs de risque associés, permettant un suivi longitudinal de la situation nutritionnelle dans les zones concernées.

3. Portée de l'enquête

La portée de cette enquête nutritionnelle SMART dans les zones de santé de Nyiragongo, Karisimbi, Goma et Minova inclut les éléments suivants :

- **Population cible :** L'enquête cible principalement les enfants de moins de cinq ans pour évaluer la prévalence de la malnutrition aiguë, mais elle prend également en compte les femmes enceintes et allaitantes (FEFA) pour des indicateurs de sécurité alimentaire et nutritionnelle.
- **Zone géographique :** Les zones de santé sélectionnées couvrent Nyiragongo, Karisimbi, Goma et Minova, incluant les zones urbaines et périurbaines, ainsi que les communautés déplacées et les ménages hôtes qui sont particulièrement touchés par les conflits et l'insécurité.
- **Principaux indicateurs nutritionnels :** Cette enquête utilise les indicateurs SMART (Standardized Monitoring and Assessment of Relief and Transitions) pour mesurer la malnutrition aiguë, modérée (MAM) et sévère (MAS), la malnutrition chronique (retard de croissance) et la malnutrition globale, ainsi que des indicateurs anthropométriques tels que le poids, la taille et le périmètre brachial (PB),
- **Dimensions de sécurité alimentaire et d'accès aux soins :** En plus des données nutritionnelles, l'enquête examine l'insécurité alimentaire des ménages, l'accès aux soins de

santé, les pratiques d'hygiène et les conditions sanitaires, qui influencent directement l'état nutritionnel des populations vulnérables,

- **Contexte des déplacements et conflits** : L'enquête prend en compte les effets des déplacements s populations dus aux conflits armés dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu, notamment l'impact des déplacements sur l'accès aux ressources alimentaires, aux soins de santé et à l'eau potable,
- **Période de collecte et saisonnalité** : Elle est réalisée à un moment stratégique de l'année pour capturer des données saisonnières critiques, influençant la disponibilité alimentaire et les risques nutritionnels, comme la fin de la période de soudure, afin de mieux planifier les interventions,
- **Implication des parties prenantes** : Les équipes d'enquête incluent des acteurs de la santé locale, des organisations humanitaires, des ONG et des institutions de santé nationales, assurant ainsi une collecte de données rigoureuse et un transfert de compétences locales pour la gestion des futures enquêtes,
- **Utilisation des données pour la prise de décision** : Les résultats obtenus orienteront les interventions en nutrition, santé, et sécurité alimentaire dans les zones ciblées et serviront à prioriser les zones les plus affectées pour des actions d'urgence ou des programmes à plus long terme.

En résumé, la portée de cette enquête vise à fournir une analyse approfondie de la situation nutritionnelle et des facteurs associés, permettant d'adapter les réponses aux besoins spécifiques des populations vulnérables dans ces zones affectées par les crises humanitaires et alimentaires.

4. Tâches et responsabilités attendues du cabinet/consultants

Le consultant sélectionné sera chargé des tâches suivantes :

4.1. Planification et méthodologie :

- ✓ Le (la) consultant(e)/le cabinet doit proposer la méthodologie à appliquer qui sera par la suite, discutée et validée par l'équipe projet ainsi que la coordination des ONG de mis en œuvre ADED et RACOF NK. A chaque étape, le (la) consultant(e) doit être en mesure de faire respecter les valeurs du RACOFNK et ADED ainsi que ses partenaires dans la mise en œuvre de toutes ses activités.
- ✓ En pratique, le consultant élabore un plan de travail détaillé et un calendrier des activités pour chaque étape de l'enquête. Définir et valider la méthodologie, incluant le choix de l'échantillonnage, la sélection des indicateurs nutritionnels et la conception des questionnaires, en respectant les standards internationaux SMART.

4.2. Formation des enquêteurs :

- ✓ Former les enquêteurs et superviseurs de terrain sur les procédures de collecte de données, l'utilisation des outils de mesure (balance, toise, PB) et les protocoles SMART, ainsi que sur les principes d'éthique et de consentement éclairé. Superviser des séances de simulation sur le terrain pour s'assurer de la compréhension et de l'application des protocoles SMART par les enquêteurs.

4.3. Collecte de données sur le terrain :

- ✓ Organiser et coordonner la collecte de données dans les zones de santé ciblées, en assurant une répartition adéquate des équipes de collecte pour une couverture géographique complète.
- ✓ Collecter les données anthropométriques, nutritionnelles, et socio-économiques auprès des ménages sélectionnés, incluant les indicateurs de santé et d'hygiène.

4.4. Contrôle de qualité :

- ✓ Mettre en place des procédures de contrôle de qualité pour vérifier la précision des données collectées, notamment par des visites régulières sur le terrain pour superviser les équipes et corriger d'éventuelles erreurs en temps réel.
- ✓ Assurer le nettoyage et la vérification des données avant leur analyse pour garantir leur fiabilité.

4.5. Analyse des données :

- ✓ Analyser les données collectées en utilisant les logiciels adaptés (ex. ENA for SMART, SPSS) pour évaluer la prévalence de la malnutrition aiguë chronique et des autres indicateurs SMART. Réaliser une analyse complémentaire des données socio-économiques, de sécurité alimentaire et des pratiques d'hygiène afin d'identifier les facteurs de risque associés à la malnutrition.

4.6. Rapports et restitution :

- ✓ Rédiger un rapport complet et détaillé incluant les résultats, analyses, conclusions et recommandations pratiques pour chaque zone de santé, avec des annexes techniques et les bases de données en support.
- ✓ Préparer une présentation synthétique des principaux résultats et recommandations pour une restitution auprès des partenaires du consortium, des autorités sanitaires et des acteurs humanitaires.

4.7. Recommandations et plans d'action :

- ✓ Proposer des recommandations pratiques et contextualisées pour orienter les interventions en nutrition, santé et sécurité alimentaire dans les zones ciblées.
- ✓ Élaborer, en collaboration avec les parties prenantes, un plan d'action fondé sur les conclusions de l'enquête pour répondre aux besoins prioritaires identifiés.

4.8. Transfert de compétences :

- ✓ Assurer le transfert de compétences aux équipes locales, incluant la méthodologie SMART et la gestion de la qualité des données, pour renforcer les capacités en suivi et évaluation des crises nutritionnelles.

Ces tâches permettront de garantir la réalisation d'une enquête SMART fiable, exhaustive et utile pour les prises de décisions humanitaires et de santé publique dans les zones affectées.

4.9. Durée de la mission :

- ✓ La consultance s'étale sur une durée maximale de vingt (20) jours, à dater de la signature du contrat. Le (la) consultant(e) choisi(e) doit fournir et prendre en charge ses propres matériels de travail (ordinateur, imprimante, téléphone, ...). Pour les déplacements, au niveau national et/ou à l'intérieur de la zone. Le RACON/NK et ADED ne prendront en charge que les frais convenus suivant la politique appliquée au sein des organisations ainsi que le projet. Les détails de ses déplacements devront être mentionnés dans les propositions technique et financière du (de la) consultant(e).

5. Eligibilité et évaluation des offres

La participation à cet appel est ouverte à concurrence égale à toute personne physique ou morale, établissement, société, syndicat ou ASBL étant dans le domaine des évaluations sur toute l'étendue de la République Démocratique du Congo.

5.1. Documents administrates

- Documents administratifs (Numéro d'identification nationale, RCCM, Numéro d'impôt),
- Une lettre de soumission (dûment signée et datée) ;
- Une copie de l'attestation fiscale en cours de validité ou les preuves de paiement pour les sociétés/cabinet ;
- Une copie du certificat d'agrément pour le cabinet ;
- Une copie de l'attestation de régularité de paiement des cotisations de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) jusqu'au mois de décembre 2023 ou les preuves de paiement attestant vos cotisations ;

5.2. Evaluations techniques et financières

Le (la) consultant(e) choisi(e) les éléments techniques et financières suivants :

- Une proposition financière et une note méthodologique incluant la liste des revues documentaires, la liste des personnes ou entités à rencontrer, le planning et le calendrier des interventions ;
- Disposer un compte bancaire actif, de préférence à la Trust Merchant Bank (TMB).

6. Qualifications et expérience requises

Les qualifications et l'expérience requises pour le cabinet chargé de réaliser l'enquête nutritionnelle SMART dans les zones de santé de Nyiragongo, Karisimbi, Goma et Minova incluent :

6.1. Qualification générale et expertise :

Expérience confirmée dans la conduite d'enquêtes nutritionnelles SMART, avec des antécédents de réussite dans des contextes similaires de crise humanitaire, notamment en République Démocratique du Congo ou dans des zones à risque élevé.

- Expertise avérée en nutrition, santé publique, épidémiologie, ou dans un domaine pertinent lié à l'enquête nutritionnelle.
- Connaissance approfondie des méthodologies de recherche quantitative et des principes de collecte de données SMART, incluant la gestion d'enquêtes transversales dans des milieux complexes

6.2. Compétences techniques :

- Maîtrise des outils de collecte et d'analyse de données SMART, tels que ENA for SMART, Epi Info, SPSS ou autres logiciels d'analyse statistique couramment utilisés pour des enquêtes SMART.
- Expertise en conception de questionnaires et en techniques d'échantillonnage SMART, avec une capacité à s'adapter aux contextes spécifiques des zones ciblées (ex. échantillonnage en clusters).

- Capacité démontrée à gérer les processus de contrôle qualité et à appliquer des mesures correctives pendant la collecte de données.

7. Evaluation de la notation

Méthode Pondérée

Le Comité effectuera une évaluation technique qui évaluera les critères techniques sur une base pondérée (chaque critère recevra un pourcentage, dont le total sera égal à 100 %). Les propositions du soumissionnaire doivent comprendre toutes les soumissions techniques requises afin qu'un comité puisse évaluer de manière approfondie les critères techniques énumérés ici et attribuer des points en fonction de la valeur d'une soumission technique.

Les critères d'attribution doivent être basés sur le « **rapport qualité/prix** » (qualité, coût, délai d'exécution de l'évaluation, etc.) tout en tenant compte des exigences et règlements internes et externes du donateur. Une pondération a été assignée à chaque critère individuel avant la publication de cet appel d'offre en fonction de son importance dans ce processus. Le(s) soumissionnaire(s) ayant obtenu la meilleure note seront acceptés comme soumissionnaire(s) sélectionné(s), en supposant que le prix soit jugé juste et raisonnable et soumis à la vérification diligente supplémentaire.

7.1. Notation Pour Evaluation

Lors de l'évaluation de la notation, le Comité attribuera des points pour chaque critère en fonction de l'échelle suivante :

Point	Raison
0	Non acceptable ; ne remplit aucun des critères spécifiés
1-4	Remplit quelques-unes des exigences minimales et peut ne pas être acceptable
5	Acceptable
6-9	Acceptable ; satisfait à toutes les exigences et en dépasse certaines
10	Acceptable ; dépasse toutes les exigences

7.2. Critères de sélection

Critères	Pondération	Points Potentiels de 0-10 Points	Scores Pondérés en %
Expérience d'au moins 3ans dans le domaine des évaluations avec de preuves d'avoir exécuté au moins deux enquêtes similaires avec une ou plusieurs ONGs	35%	10	35%

et/ou avec l'Etat. L'expérience de travail avec le PRONANUT reste un atout.			
Une note méthodologique claire et Planning de travail détaillé tenant compte du délai de travail	25%	10	25%
Evidences des documents administratifs.	20%	10	20%
Une offre financière détaillé et raisonnable.	20%	10	20%
	100%	60 points	100%

Score minimum à atteindre : **70 %** (Toute offre ne dépassant pas ce score, sera automatiquement exclue. Si aucune offre ne dépasse ce minimum, alors le processus devra être relancé. Plutôt que de relancer le processus, Ce minimum peut être revue à la baisse sur décision discrétionnaire des membres votants du comité si aucun des soumissionnaires ne l'a atteint des évaluations techniques.

8. Instructions pour soumettre une offre

- L'offre devra être libellée en USD (dollar américain) ;
- L'offre (contenant les éléments d'éligibilité ci-haut) doit être soumise au bureau ADED, situé au Quartier Karisimbi, Avenue la frontière/N° 74, commune/Ville de Goma/ en face de la clinique Notre Vie, avant la date limite de soumission et au bureau de RACOF Nord-Kivu (sis au N°185 Avenue de la Paix, Quartier Himbi (Références : Derrière l'Assemblée Provinciale, à côté des bureaux SYLAM et HESK EPER), commune/ville de Goma, RDC) dans une enveloppe scellée, portant la mention « Appel d'offre N° 001/CBM-DKH/11/2024/NK ». L'offre peut aussi être soumise par courriel à l'adresse suivante : joachim.wilondja@aded-rdc.org en copiant : alexis.musole@aded-rdc.org, pacifiquebiganiro@gmail.com,
- La date de la clôture du dépôt de l'appel d'offre est fixée au 20 /11/2024 à 16 heures.

Fait à Goma, le 06/11/2024

Gilbert MUTUSTI

Directeur National